

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 16 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DELGER

LES GRANDES VERGNES
85170 DOMPIERRE SUR YON

Nos Références : 22-1951 CA/BB
Code AIOT : 0058501134

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 décembre 2022 dans l'établissement EARL DELGER implanté LES GRANDES VERGNES à DOMPIERRE SUR YON (85170). L'inspection a été annoncée le 23/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite du site des Grandes Vergnes à Dompierre sur Yon de l'EARL DELGER, avant présentation du dossier de demande d'enregistrement pour une augmentation de l'élevage laitier de 135 vaches à 190 vaches (rubrique 2101-2) et augmentation de la capacité du méthaniseur de 29,9 t/j à 50,7 t/j de matières entrantes (rubrique 2781-1) au CODERST du 15/12/2022. L'objectif est de visualiser les installations et n'a pas vocation à être exhaustif sur tous les points contrôlables.

La présente inspection ne concerne que l'élevage de vaches laitières (autre rapport d'inspection pour le méthaniseur).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DELGER
- LES GRANDES VERGNES - 85170 DOMPIERRE SUR YON
- Code AIOT : 0058501134
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'EARL DELGER a repris en 2013 une exploitation bovine laitière avec un atelier d'engraissement de taurillons aux Grandes Vergnes à Dompierre sur Yon (déclarée pour 135 vaches laitières, 170 bovins à l'engraissement sur environ 270 ha). L'EARL a repris aussi en 2019 une autre exploitation laitière (déclarée) à la Pommerit, à Montreverd, avec 68 vaches et environ 110 ha, lors des installations de Nico DELGER et Fabrice HARDY. Les 2 sites sont distincts et non connexes (deux ICPE séparées) mais le plan d'épandage est commun sur les 380 ha. L'établissement a créé en 2020 une unité de méthanisation sur le site des Grandes Vergnes avec 29,9 t/j de matières entrantes (cf. Autre rapport d'inspection pour le méthaniseur).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.4	/	Action corrective demandée
24	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.2.1	/	Action corrective demandée
27	Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I	/	Action corrective demandée

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'EARL DELGER est déclarée pour 135 vaches laitières. Il a été constaté un effectif de 180 vaches laitières en production et une dizaine de vaches taries (dossier de demande d'enregistrement pour augmentation de l'effectif à 190 vaches en cours d'instruction).

2-4) Fiches de constats

N° 5 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - les plans tenus à jour ; - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus aux points 2.4.1, 2.8, 4.2.2, 4.5, 8.1, 8.2 et 8.3 ci-après ; - les dispositions prévues en cas de sinistre. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : L'EARL DELGER est répertoriée pour 135 vaches laitières et 178 bovins à l'engraissement. Le jour de l'inspection, il est constaté la présence de 180 vaches à la traite et 160 bovins engraissement. Un dossier d'enregistrement est en cours d'instruction pour 190 vaches laitières et 170 bovins à l'engraissement. La consultation publique est réalisée et le dossier passe au conseil départemental de l'environnement (CODERST) le 15/12/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : action corrective demandée

N° 24 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.2.1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : forage existant utilisé pour l'abreuvement des animaux et le lavage du site. L'ouvrage de forage est conforme dans sa conception mais il n'y a pas de dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée (absence de compteur d'eau).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : action corrective demandée

N° 27 : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage pour les fumiers, permet de stocker la totalité des effluents d'élevage produits pendant quatre mois au minimum.</p> <p>La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique.</p> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont rejetés dans le milieu naturel après traitement ou lorsque, pour les élevages bovins, la présence des animaux dans les bâtiments est inférieure à quatre mois, il en est tenu compte dans le calcul de la capacité de stockage des effluents d'élevage.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents liquides construits après le 7 février 2005 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'« article 2.1 » et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.</p> <p>Lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage.</p>
<p>Constats : les effluents de la fumière en bout de stabulation vaches laitières débordent au-delà du muret de protection. Le prolongement par un muret supplémentaire éliminerait le risque de déversement le long de la portion de haie encore existante.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : action corrective demandée

